ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 4 juin 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles complémentaires pour le transfert des membres du personnel des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne à leur Exécutif respectif", a donné le 9 juin 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e juni 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regelen voor de overgang van de personeelleden van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Frans Gemeenschap en van het Waalse Gewest naar de respectieve Executieve", heeft de 9e juni 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il suffit de viser l'article 88, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Le visa des articles 87 et 89 est superflu.

A l'alinéa 4, il faut écrire : "..., modifié par les arrêtés royaux du 8 septembre 1972, du 1er juillet 1975 et du 30 juillet 1976;".

A l'alinéa 5, il faut omettre la mention de l'arrêté royal du 22 novembre 1973, cet arrêté royal étant devenu sans objet par l'effet de l'arrêté royal du 24 octobre 1979.

A l'alinéa 7, il y a lieu d'écrire : "..., modifié par les arrêtés royaux du 24 avril 1978 et du 20 juillet 1979;".

A l'alinéa 10, le préambule se borne à viser l'avis du Comité général de consultation syndicale. Or, l'article 88, § 3, de la loi spéciale, sur lequel le projet est fondé, exige une concertation préalable avec les organisations représentatives du personnel. Il ressort des informations données au Conseil d'Etat que cette concertation a eu lieu dans des formes qui n'ont pas été précisées.

Pour se conformer à l'usage, il y a lieu de viser la concertation au préambule. C'est sous cette réserve que le présent avis est émis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le signe "§ 1er" devrait être supprimé puisque l'article ne contient pas de paragraphe 2.

La transposition ayant pour objet un emploi et non un membre du personnel dans la terminologie de l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981, il serait préférable d'écrire, au 3° :

"3° ministère traditionnel d'origine : le ministère traditionnel auquel le membre du personnel était affecté avant la transposition de son emploi;".

Au 4°, l'expression "l'arrêté de transposition" est partiellement impropre puisque l'arrêté visé n'est pas celui qui opère la transposition mais bien celui qui la réglemente. Il serait préférable d'écrire "le règlement de transposition :" ou éventuellement "l'arrêté relatif à la transposition :".

L'observation vaut naturellement pour tous les articles où la même expression est employée.

Article 2.

A l'alinéa 2, on n'aperçoit pas pourquoi le terme "voordelen" est rendu en français tantôt par "avantages", tantôt par "prestations".

Article 3.

A l'alinéa 1er, les mots "de l'Etat" sont superflus et ils doivent être omis.

Article 4.

Suivant le paragraphe 1er,

"Dès qu'un Exécutif détermine le siège ou la localité où il fixe ses services, il publie sa décision au Moniteur belge".

.../...

L'utilisation des termes "le siège ou la localité" dans cette disposition, alors que l'article 4, § 1er, de l'arrêté royal coordonné du 24 novembre 1981 vise uniquement, du moins dans son texte français, le siège du ministère, pourrait être interprétée comme permettant aux membres du personnel de demander une nouvelle affectation dans le cas du déplacement du siège du ministère dans une même localité. Telle n'est manifestement pas l'intention du Gouvernement. Pour éviter toute ambiguïté, il conviendrait dès lors de reprendre la formulation du texte néerlandais de l'article 4, § 1er, de l'arrêté royal coordonné précité et d'écrire :

"Article 4.-

§ 1er. Dès qu'un Exécutif détermine le siège de son ministère ou le lieu où il établit ses services, il publie sa décision au Moniteur belge.

...".

A l'alinéa 2 du paragraphe 2, il serait plus logique d'écrire :

"Ils indiquent dans leur demande le ministère ou les ministères ou les services auxquels ils souhaitent être affectés avec, le cas échéant, l'ordre de leurs préférences".

Il conviendrait d'écrire, à la fin du paragraphe 3, "alinéa 3" au lieu de "3e alinéa".

A l'alinéa 1er du paragraphe 4, il n'appartient pas au Roi d'attribuer directement une compétence au président d'un Exécutif de Communauté ou de Région. Il y a donc lieu d'écrire "l'Exécutif interessé ...", laissant à celui-ci la faculté, qu'il est seul à pouvoir exercer en vertu des articles 68, 69 et 74, 2°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, d'accorder, de maintenir ou de retirer une délégation.

.../...

La même observation vaut pour l'article 5, § 1er, alinéa 4, et § 2, alinéa 5, ainsi que pour l'article 6.

Au paragraphe 4, alinéa 3, dans le texte français, les mots "à dater" sont superflus et doivent être omis.

Article 5.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er du paragraphe 1er semblerait vouloir dire qu'il doit être nécessairement donné suite, par permutation, à toutes les demandes visées à l'article 4, § 2. Telle n'étant manifestement pas l'intention du Gouvernement (voir l'article 9, alinéa 1er), mieux vaudrait écrire :

"§ 1er. Sans préjudice de l'article 4, § 4, les permutations qui font suite aux demandes des membres du personnel visées à l'article 4, § 2, sont conformes aux règles ci-après.

...".

L'alinéa 4 du même paragraphe 1er doit être revu pour plusieurs raisons :

1. Il doit être mis en concordance avec les définitions de l'article 1er, qui ne prévoit que trois nouveaux ministères et non quatre, et qui exclut le ministère de la Région bruxelloise de la notion de ministère traditionnel (1).

.../...

- - - - - - - - - - - - - - - - -

(1) Cette dernière observation vaut aussi pour les articles 6, alinéa 1er, 7, alinéa 1er, et 10, § 1er, alinéa 1er.

2. A présent que les Exécutifs sont élus par les Conseils en leur sein, leur autonomie par rapport au Gouvernement national, et réciproquement, fait obstacle à une décision conjointe du ministre intéressé et de l'Exécutif.

3. Comme l'alinéa n'est pas de nature à lever dans tous les cas l'impossibilité d'application de l'alinéa 2, puisqu'il suffira que l'Exécutif et le ministre intéressés,et éventuellement le Ministre de la Fonction publique, se prononcent en sens opposés pour que le blocage subsiste, il n'est guère heureux d'introduire l'alinéa par "Si l'application du deuxième alinéa est impossible ...".

Le texte suivant pourrait être retenu :

"Si l'auteur de la demande est titulaire d'un grade particulier qui, après transposition des emplois vers les nouveaux ministères, n'existe plus dans le ministère où la permutation prévue à l'alinéa 2 devrait entraîner son affectation, cette permutation peut néanmoins avoir lieu à la condition que l'Exécutif et le ministre intéressés aient, l'un et l'autre, de l'accord du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, désigné un même grade de même rang comme devant être tenu pour équivalent".

Article 6.

A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire "alinéa 3" et non "3e alinéa".

Article 7.

La fin de l'alinéa 1er devrait être libellée comme suit : "... adresse un appel au personnel des ministères traditionnels pour inviter ses membres à introduire une demande de permutation".

.../...

Article 10.

Au paragraphe 2, alinéa 1er, il faut écrire : "..., soit dans les services de l'Exécutif où le signalement a été attribué".

Article 12.

A l'alinéa 1er, septième ligne, les mots "3ème alinéa" doivent être remplacés par "alinéa 3".

Article 13.

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "sont applicables" au lieu de "s'appliquent de façon analogue", qui n'est qu'un équivalent imparfait de l'expression néerlandaise "van overeenkomstige toepassing".

Le texte suivant est proposé :

"Article 13.-

L'article 1er, l'article 2, l'article 4, l'article 5 excepté les paragraphes 1er, alinéa 3, et 2, alinéas 4 et 5, les articles 6 à 10, l'article 11, alinéa 1er, et l'article 12 sont applicables aux agents des établissements scientifiques qui sont transférés à un Exécutif".

Article 14.

Pour respecter la terminologie de l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, il faut écrire, au troisième tiret :

"- des articles 5 à 9 aux fonctions dirigeantes, le grade est remplacé par degré".

Article 15.

De l'accord du délégué du Gouvernement, mieux vaudrait omettre la disposition relative à l'entrée en vigueur puisque l'ensemble de l'arrêté ne trouvera à s'appliquer que lorsque les transferts auront eu lieu.

AANHEF.

In het eerste lid kan worden volstaan met een verwijzing naar artikel 88, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De vermelding van de artikelen 87 en 89 is overbodig.

In het vierde lid moet worden gelezen : "... gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 september 1972, 1 juli 1975 en 30 juli 1976;".

In het vijfde lid moet de vermelding van het koninklijk besluit van 22 november 1973 vervallen; dat koninklijk besluit is immers, ten gevolge van het koninklijk besluit van 24 oktober 1979, onwerkzaam geworden.

In het zevende lid dient te worden gelezen : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 april 1978 en 20 juli 1979;".

In het tiende lid verwijst de aanhef alleen naar het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies. Artikel 88, § 3, van de bijzondere wet, waarop het ontwerp steunt, eist echter een voorafgaand overleg met de representatieve vakorganisaties van het personeel. Uit de aan de Raad van State verstrekte informatie blijkt dat dit overleg heeft plaatsgehad in niet nader bepaalde vormen.

In de aanhef dient, zoals gebruikelijk, naar het overleg te worden verwezen. Onder dit voorbehoud wordt dit advies gegeven.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het teken "§ 1" zou moeten worden geschrapt vermits in het artikel geen paragraaf 2 voorkomt.

Volgens de terminologie van het op 24 november 1981 gecoördineerd koninklijk besluit worden betrekkingen, en niet personeelsleden, overgeheveld; het zou dan ook aanbeveling verdienen in de tekst onder 3° te lezen :

"3° door traditioneel ministerie van herkomst : het traditioneel ministerie waarvoor het personeelslid aangewezen was vóór de overheveling van zijn betrekking;".

In de tekst onder 4° is de term "overhevelingsbesluit" ten dele ondeugdelijk vermits niet bedoeld wordt het besluit dat de overheveling verricht maar wel het besluit dat ze reglementeert. Het ware dan ook verkieslijk te lezen : "door overhevelingsreglement :" of eventueel "door besluit betreffende de overheveling :".

De opmerking geldt vanzelfsprekend voor alle artikelen waarin dezelfde term is gebruikt.

Artikel 2.

Het is niet duidelijk waarom de term "voordelen" in het tweede lid van de Franse tekst nu eens door "avantages", dan weer door "prestations" wordt weergegeven.

.../...

Artikel 3.

In het eerste lid schrijve men "ambtenaren" in plaats van "rijksambtenaren".

Artikel 4.

Paragraaf 1 bepaalt :

"Wanneer een Executieve de beslissing treft waarbij zij de zetel of de vestigingsplaats van haar diensten bepaalt, maakt zij deze beslissing in het Belgisch Staatsblad bekend".

Deze bepaling, die werkt met de termen "de zetel of de vestigingsplaats", terwijl artikel 4, § 1, van het gecoördineerd koninklijk besluit van 24 november 1981, het althans in de Franse tekst alleen heeft over de zetel van het ministerie, zou zo kunnen worden geïnterpreteerd dat de personeelsleden de mogelijkheid krijgen om een nieuwe dienstaanwijzing te vragen ingeval de zetel van het ministerie naar een andere plaats wordt overgebracht. Dat is stellig niet de bedoeling van de Regering. Om iedere dubbelzinnigheid uit de weg te gaan zou de formulering van artikel 4, § 1, van het voormelde gecoördineerd koninklijk besluit moeten worden overgenomen als volgt :

"Artikel 4.-

§ 1. Wanneer een Executieve de beslissing treft waarbij zij de zetel van haar ministerie of de vestigingsplaats van haar diensten bepaalt, maakt zij haar beslissing in het Belgisch Staatsblad bekend.

...".

.../...

Het ware logischer in het tweede lid van paragraaf 2 te schrijven :

"Zij vermelden in hun aanvraag een of meer ministeries of diensten waarvoor zij wensen te worden aangewezen, desgevallend met opgaaf van de orde van hun voorkeur".

Aan het slot van de Franse tekst van paragraaf 3 schrijve men : "alinéa 3" in plaats van "3e alinéa".

In verband met het eerste lid van § 4 dient te worden opgemerkt dat het de Koning niet toekomt rechtstreeks een bevoegdheid op te dragen aan de voorzitter van een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve. Derhalve moet worden gelezen : "De betrokken Executieve ...", waarbij aan die Executieve de mogelijkheid wordt gelaten - een mogelijkheid die alleen zij vermag uit te oefenen krachtens de artikelen 68, 69 en 74, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen - om een bevoegdheidsopdracht te verlenen, te behouden of in te trekken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, § 1, vierde lid, en § 2, vijfde lid, alsook voor artikel 6.

In § 4, derde lid, schrijve men "binnen dertig dagen", in plaats van "binnen de dertig dagen".

.../...

Artikel 5.

Zoals het eerste lid van paragraaf 1 is gerediGeerd, lijkt het te willen stellen dat noodzakelijk, door omwisseling, gevolg moet worden gegeven aan alle in artikel 4, § 2, bedoelde aanvragen. Aangezien de Regering het kennelijk zo niet bedoelt (zie artikel 9, § 1), zou beter worden gelezen :

"§ 1. Onverminderd artikel 4, § 4, geschieden de omwisselingen ingevolge de in artikel 4, § 2, bedoelde aanvragen van de personeelsleden, overeenkomstig de hierna vermelde regels.

...".

Het vierde lid van dezelfde paragraaf 1 moet om diverse redenen worden herzien :

1. Het moet in overeenstemming worden gebracht met de begripsomschrijvingen van artikel 1 dat slechts drie nieuwe ministeries - geen vier - noemt en het Ministerie van het Brusselse Gewest buiten het begrip traditioneel ministerie houdt (1).

2. Nu de Executieven uit en door de Raden verkozen zijn, staat hun autonomie ten aanzien van de nationale Regering, en omgekeerd, een gezamenlijke beslissing van de betrokken Minister en de Executieve in de weg.

.../...

---

(1) Deze laatste opmerking geldt ook voor de artikelen 6, eerste lid, 7, eerste lid, en 10, § 1, eerste lid.

3. Het derde lid is niet van die aard dat het de onmogelijkheid om het tweede lid toe te passen in alle gevallen uit de weg ruimt; het zal immers voldoende zijn dat de Executieve en de betrokken minister, en eventueel de Minister van Openbaar Ambt, zich in tegengestelde zin uitspreken opdat de zaak vast blijft zitten; het mag dan ook weinig geslaagd heten dat het lid wordt ingeleid met de woorden "Indien de toepassing van het tweede lid onmogelijk is ...".

De volgende tekst zou in overweging kunnen worden genomen :

"Indien degene van wie de aanvraag uitgaat, titularis is van een bijzondere graad die na de overheveling van de betrekkingen naar de nieuwe ministeries niet meer bestaat in het ministerie waarvoor hij zou worden aangewezen ingevolge de in het tweede lid bedoelde omwisseling, kan die omwisseling toch geschieden op voorwaarde dat de Executieve en de minister die erbij betrokken zijn, met het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, beide een zelfde graad van dezelfde rang als gelijkwaardig te beschouwen hebben aangewezen".

Artikel 6.

In de Franse tekst van het eerste lid zou moeten worden gelezen "alinéa 3" en niet "3e alinéa".

.../...

Artikel 7.

De Franse tekst van het eerste lid zou in fine als volgt moeten worden gesteld : "... adresse un appel au personnel des ministères traditionnels pour inviter ses membres à introduire une demande de permutation".

Artikel 10.

In paragraaf 2, eerste lid, moet worden gelezen : "... hetzij in de diensten van de Executieve waar de beoordeling is toegekend".

Artikel 12.

In het eerste lid leze men op de zevende regel van de Franse tekst "alinéa 3" in plaats van "3ème alinéa".

Artikel 13.

In de Franse tekst dient te worden gelezen "... sont applicables ..." in plaats van "... s'appliquent de façon analogue ...", welke laatste wending slechts een gebrekkig equivalent is voor het Nederlandse "... van overeenkomstige toepassing". De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 13.-

Artikel 1, artikel 2, artikel 4, artikel 5 met uitzondering van de paragrafen 1, derde lid, en 2, vierde

.../...

en vijfde lid, de artikelen 6 tot 10, artikel 11, eerste lid, en artikel 12 zijn van toepassing op de personeelsleden van de wetenschappelijke inrichtingen die naar een Executieve overgaan".

Artikel 14.

Ter inachtneming van de terminologie van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, moet na het derde streepje worden gelezen :

"- de artikelen 5 tot 9 op de leidinggevende functies wordt graad vervangen door trap".

Artikel 15.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat de bepaling betreffende de inwerkingtreding beter achterwege kan blijven daar het besluit in zijn geheel slechts toepassing zal vinden als de overgangen zullen hebben plaatsgehad.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
H. ROUSSEAU, président de chambre,
Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,
kamervoorzitter,
staatsraad,

Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.